

Discussion des résultats du cas d'étude bruxellois lors d'un séminaire online le 10 mars 2022

OBJECTIF

Le projet METRO (The role of Cohesion Policy in the planning of METROpolitan Areas and Cities) a permis d'identifier la plus-value apportée par la politique de cohésion européenne dans une meilleure planification territoriale des villes et métropoles européennes. Il montre également comment une meilleure inclusion des villes et métropoles européennes dans l'élaboration et la gestion de la politique de cohésion permet d'améliorer l'efficacité de celle-ci. Enfin il a permis de lister une série de recommandations pour accroître la dimension territoriale et métropolitaine de la future politique de cohésion.

Ce projet a été initié dans le cadre d'EUROCITIES, l'association représentant les grandes villes européennes dans laquelle la Région bruxelloise est active. Il rassemble neuf villes et métropoles européennes (Métropole de Turin (IT), Aire métropolitaine de Barcelone (ES), Municipalité de Brno (CZ), Région de Bruxelles-Capitale (BE), Aire métropolitaine de Lisbonne (PT), Métropole de Lyon (FR), Aire métropolitaine de Gdansk-Gdynia-Sopot (PL), Métropole de Florence (IT), Municipalité de Riga (LV)) ainsi que deux réseaux internationaux (EUROCITIES et METROPOLIS). Le projet a été mené par un consortium d'universités et centres de recherche européens situés dans chacune des villes et métropoles participantes avec à sa tête l'université polytechnique de Turin.

TROIS CONSTATS MAJEURS DE L'ÉTUDE DES NEUF MÉTROPOLIS

Concrètement, le projet a débouché sur trois constats majeurs qui ont servi à alimenter un ensemble de recommandations pour chacune des 9 métropoles.

- × La notion même d'aire métropolitaine n'est pas fixe et peut prendre des géographies différentes selon les cas, en lien avec les entités administratives préexistantes.
- × Le rôle que jouent les aires métropolitaines étudiées dans la programmation, la gestion et l'implémentation de la Politique de Cohésion dans la période de programmation 2014-2020 est relativement limité. Ceci s'explique notamment par une institutionnalisation métropolitaine inexistante ou très récente.
- × Le rôle joué par les aires métropolitaines dans les phases d'implémentation et de gestion d'une gouvernance métropolitaine dépend fortement de l'architecture caractérisant la Politique de Cohésion de l'UE de chaque pays mais aussi des programmes opérationnels et des instruments qui sont en place. De ces instruments, les ITI (Investissement Territorial Intégré) sont les plus plébiscités car ils favorisent le développement et l'implémentation de stratégies à une échelle métropolitaine.

Une proposition de typologie a été faite sur base de différents facteurs impactant la pertinence et l'efficacité de la mise en place d'une gouvernance métropolitaine (ampleur des fonds de cohésion alloués et préexistence de coopération métropolitaine entre autres). Le potentiel de la Politique de Cohésion à créer une plus-value dans l'implémentation de politiques métropolitaines à Bruxelles est assez limité car les mécanismes de coordination à mettre en place auraient des coûts indirects assez élevés par rapport aux effets attendus.

Cette typologie a débouché sur la proposition de recommandations globales d'une part, et propres à chaque ville d'autre part. Si les recommandations globales sont assez transversales et applicables universellement (reconnaître le rôle des métropoles dans le développement économique et territorial, légiférer et leur donner un statut si opportun, impliquer les métropoles dans la conception de la politique de cohésion de l'UE et leur confier une partie de sa gestion, introduire des programmes opérationnels à échelle métropolitaine, renforcer les outils tels que ITI...), les recommandations locales traduisent les spécificités propres à chaque ville.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS POUR LA MÉTROPOLE BRUXELLOISE

Ainsi, bien qu'il existe des outils de planification à portée métropolitaine territoriale au sein de la Région Bruxelles-Capitale (T.OP Noordrand, PRDD...), les recommandations pour Bruxelles se focalisent sur l'importance de la coopération entre entités fédérées. Cela s'explique par la structure institutionnelle de l'état, la concentration des pouvoirs par les Régions et la faiblesse des fonds de la Politique de Cohésion favorisant une vision métropolitaine par rapport aux budgets régionaux. De ces observations, plusieurs pistes et recommandations propres à Bruxelles et sa périphérie visant la mise en place d'une politique à portée métropolitaine sont possibles :

- La **création d'une gouvernance métropolitaine**, les outils de la Politique de Cohésion ayant un plus grand impact si la notion d'aire métropolitaine était actée officiellement dans la législation.
- L'adoption au sein des entités fédérées une coopération plus poussée entre elles afin de **développer des stratégies ciblées sur un territoire métropolitain** ne s'arrêtant pas brusquement aux frontières administratives (continuum des problématiques).
- **Se servir de la Politique de Cohésion comme levier pour créer une gouvernance métropolitaine** afin de répondre aux défis territoriaux communs à toutes les entités fédérées comme la mobilité, l'économie passive en carbone, les problèmes de logement ou la gestion d'une crise économique.

DISCUSSION ENTRE ACTEURS BRUXELLOIS, WALLONS ET FLAMANDS

Les résultats de l'étude et les recommandations pour Bruxelles ont été discutés le 10 mars 2022 lors d'un séminaire en ligne rassemblant une vingtaine d'agents publics et chercheurs de Bruxelles, Wallonie et Flandre actifs dans les domaines de l'aménagement du territoire et de la politique de cohésion.

Les participants ont convenu que le cas atypique bruxellois induit que le processus de gouvernance métropolitaine doit se faire de manière pragmatique dans le but d'établir un climat de confiance entre acteurs. Cette confiance est absolument nécessaire avant d'entamer tout objectif en vue de co-construire une gouvernance métropolitaine. Chaque entité doit s'y retrouver, être gagnante, avec les autres partenaires. Un choix judicieux serait donc **d'implémenter le processus de**

métropolisation de manière bottom-up, c'est-à-dire en identifiant et finançant des projets locaux pouvant créer un effet boule de neige à un niveau supérieur. Ces petits projets, qui constitueraient des « **quick-wins** » serviraient ainsi à enclencher une dynamique à une échelle plus vaste. La politique de cohésion peut initier et soutenir ces projets métropolitains. Elle le fait déjà avec certains projets FEDER, comme les pistes cyclables transrégionales. Les participants ont notamment proposé de s'inspirer d'outils préexistants, qui pourraient être adaptés au contexte fédéral belge. Par exemple ils ont défendu **la possibilité d'avoir un mécanisme INTERREG permettant une coopération entre régions au sein d'un même pays**. Le projet piloté sur la lutte contre l'étalement urbain dans les aires fonctionnelles urbaines proposé par les 3 régions belges dans le cadre de l'Agenda territorial, pourrait aussi apporter une plus-value. Enfin, cette gouvernance doit être un modèle de « **soft governance** », où chaque acteur y voit un intérêt, sans pour autant perdre ses propres objectifs et compétences. Les exemples de la coopération au niveau de l'aire métropolitaine transnationale de Bâle ou de la Grande Région transfrontalière autour de Luxembourg ont été évoqués à ce propos, comme source d'inspiration.

Participants sent 35 votes in 3 polls

< 2 / 3 >

what are the 3 most relevant recommendations? 13



what are the most 3 relevant recommendations for Brussels 11

